

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 FÉVRIER 1922.

Projet de loi

approuvant la Convention internationale établissant le Statut définitif du Danube conclu à Paris, le 23 juillet 1921, entre la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates, Slovènes, la République Tchéco-Slovaque, l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations un projet de loi destiné à approuver la Convention internationale conclue à Paris, le 23 juillet 1921, et établissant le Statut définitif du Danube.

Cette Convention, dont je n'ai pas besoin de faire ressortir la haute portée économique, a son origine dans les traités de paix conclus avec les États ex-ennemis riverains du fleuve.

Les articles 348 et 349 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres traités de paix disposent que dans le délai d'un an après la mise en vigueur de ces traités, une Conférence des Puissances désignées par les Puissances alliées et associées se réunira dans le but d'établir, en présence de représentants de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Bulgarie et de la Hongrie, le régime international du Danube.

Cette Conférence s'est ouverte à Paris, le 2 août 1920. Indépendamment des États riverains et de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie, Puissances représentées au sein de la Commission européenne du Danube qui fonctionnait avant la guerre, la Belgique et la Grèce avaient été invitées à envoyer des plénipotentiaires à cette importante réunion internationale. En conviant ces deux États à prendre part aux délibérations de celle-ci, les Puissances alliées et associées s'étaient basées sur les intérêts qu'ils ont dans la navigation et le commerce danubiens. Si le pavillon hellénique participe pour une large part au mouvement de la navigation sur la partie maritime du fleuve, la Belgique est vivement intéressée, sous une autre forme, aux conditions dans lesquelles le trafic international pourra s'affirmer et se développer sur le réseau du Danube; avant la guerre, le port d'Anvers recevait, en effet, le tiers, en poids, des produits exportés par les ports

maritimes danubiens. Et il n'est pas besoin de faire ressortir combien le sort de ce commerce est lié étroitement au régime fait à la navigation elle-même.

La Conférence groupait ainsi huit États dont les plénipotentiaires avaient voix délibérative : la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates, Slovènes et la République tchécoslovaque — et quatre États — l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie — tenus, en vertu des traités de paix, d'agréer au régime qui serait établi par la Conférence, mais dont les Représentants ont pris, comme il était naturel, une part très active aux échanges de vues qui se sont produits. Les travaux furent, d'ailleurs, conduits dans un esprit propre à rendre possible l'adhésion volontaire de ces derniers États et à les associer dès lors à la signature de l'Acte intervenu.

Les délibérations devaient, dans ces conditions, être longues et laborieuses. Elles firent l'objet de deux sessions, tenues, la première, du 2 août au 16 novembre 1920, la seconde, du 5 avril au 21 juillet 1921; elles occupèrent en tout 68 séances.

Le Statut qui est sorti de ces travaux et qui a été consacré par la Convention signée le 23 juillet 1921 établit, pour le fleuve, un régime qui paraît répondre d'une manière très complète aux besoins de la navigation et du commerce. Les plénipotentiaires des États participants avaient à défendre des intérêts qui, en apparence du moins, n'étaient pas toujours concordants; ils se sont mis d'accord sur un ensemble de dispositions tenant un compte équitable des vues des uns et des autres.

Quant au Plénipotentiaire belge, il s'est efforcé de faire prévaloir les idées libérales qui, en matière de commerce et de navigation, inspirent depuis de longues années la politique de notre pays; il s'est prêté en même temps à donner satisfaction, dans une juste mesure, aux revendications des États riverains, et son action, inspirée par le désir de faciliter un accord général, s'exerça souvent dans des voies conciliatrices. C'est ce que vous permettra de constater, Messieurs, la lecture des Protocoles de la Conférence, réunis en deux volumes, que j'ai l'honneur de mettre à la disposition de la Chambre. Maintes dispositions de la Convention du 23 juillet 1921 portent, vous pourrez le remarquer, la trace de l'intervention de notre Représentant, dans ce qu'elles ont de plus conforme aux idées de libre concurrence, de plus favorable au développement du trafic international.

Le principe inscrit en tête de la Convention, celui qui domine toutes ses stipulations, c'est le principe de la liberté de la navigation et de l'égalité des pavillons pour tout le cours navigable du fleuve, ainsi que pour tout le réseau fluvial internationalisé, tel qu'il est défini à l'article 2.

Cette liberté et cette égalité sont assurées par deux commissions distinctes, la *Commission européenne du Danube*, compétente pour la partie du fleuve dite Danube maritime, et la *Commission internationale du Danube*, dont la compétence s'étend sur le Danube fluvial navigable, ainsi que sur les voies d'eau faisant partie du réseau internationalisé auquel je viens de faire allusion.

Le Convention maintient à la Commission européenne les pouvoirs qu'elle avait avant la guerre; on sait que cette Commission administre, depuis le traité de Paris de 1856, les embouchures et la partie du fleuve, accessible aux navires de haute mer, située à l'aval de Braïla. Son siège légal demeure fixé à Galatz. Je parlerai plus loin de sa composition.

Les pouvoirs et les conditions de fonctionnement de la Commission internationale font l'objet de nombreuses dispositions qu'il serait trop long d'analyser ici. La lecture du chapitre III de la Convention (articles 8 à 38) vous donnera à cet égard toutes les précisions désirables. Je constaterai, toutefois, qu'en même temps qu'il définit le rôle de la Commission, ce chapitre formule, sur de nombreux points, des règles propres à permettre au grand fleuve qui unit l'Occident et l'Orient de l'Europe, de jouer le rôle que les traités de paix ont entendu lui assigner au point de vue du trafic international. Je mentionnerai, notamment, à côté de tout ce qui touche au respect de la pleine liberté et de la complète égalité pour tous les pavillons, les règles établies (articles 11 à 17) en ce qui concerne l'entretien du fleuve et l'exécution des travaux propres à améliorer ses conditions de navigabilité, les principes formulés (article 18) relativement aux taxes dont certains travaux nécessiteraient l'établissement, les garanties importantes données par l'article 19 au sujet de la perception des droits de douane, celles que stipule l'article 20 pour l'utilisation des ports, et surtout les dispositions insérées à l'article 23 pour assurer la liberté du transit.

La Convention institue (articles 32 et 33) un régime spécial pour le secteur du Danube dit des Portes-de-fer et des Cataractes, compris entre Turnu-Severin et Moldova, secteur où le Danube est actuellement limitrophe de la Roumanie et de la Yougo-Slavie. On sait que cette partie du fleuve oppose à la navigation des difficultés naturelles qui nécessitent des mesures toutes particulières.

L'article 38 a, dans un esprit de sage prévoyance, déterminé les règles applicables aux recours auxquels donneraient lieu, de la part des États, les décisions prises par la Commission Internationale.

La Convention du 23 juillet 1921 ne fixe pas définitivement la composition des deux Commissions mentionnées plus haut. Son article 8 stipule que « la Commission internationale du Danube est composée, conformément aux articles 347 du » Traité de Versailles, 302 du Traité de Saint-Germain, 230 du Traité de Neuilly » et 286 du Traité de Trianon, par deux Représentants des États allemands riverains, un Représentant de chacun des autres États riverains et un Représentant » de chacun des États non riverains représentés à la Commission européenne du » Danube ou qui pourraient l'être à l'avenir. » Il y a donc une relation entre la composition de la Commission internationale et celle de la Commission européenne. Or, en ce qui concerne cette dernière, la Convention n'en a fixé la composition qu'à titre provisoire. L'article 4, après avoir disposé qu'elle est « composée provisoirement des Représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la » Roumanie, à raison d'un délégué par Puissance », formule la stipulation ci-après :

« Toutefois, tout État qui justifiera à l'avenir d'intérêts commerciaux maritimes » et européens suffisants aux embouchures du Danube pourra, sur sa demande, » être admis à se faire représenter dans la Commission sur une décision unanime » prise par les Gouvernements qui y sont même représentés ».

J'ai signalé plus haut la nature et l'importance des intérêts que la Belgique a aux embouchures du fleuve. Ces intérêts ont été définis d'une manière précise par le Plénipotentiaire belge dans la séance de la Conférence du 30 septembre 1920. Et en vue de faire couvrir sûrement par la disposition reproduite ci-dessus, cette caté-

gorie d'intérêts, notre Représentant a fait introduire dans le texte le mot « commerciaux », qui écarte toute idée de doute quant à la portée de la disposition.

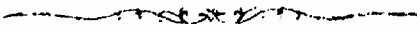
C'est donc, Messieurs, lorsque l'acte du 23 juillet 1921 aura reçu, par la ratification des États signataires, sa consécration définitive que le Gouvernement du Roi aura à solliciter, des Gouvernements déjà représentés dans la Commission européenne, l'admission d'un délégué au sein de cet organisme, ce qui lui assurera, par voie de conséquence, en vertu de l'article 8, une représentation au sein de la Commission internationale.

Je signalerai encore ici, parce qu'elles ont été introduites sur l'initiative du Plénipotentiaire belge, les dispositions qui font l'objet de l'article 42, prévoyant l'éventualité d'une révision de la Convention à l'expiration d'un délai de cinq ans. Nous avons pensé qu'il importait, pour prévenir des difficultés ultérieures, de fixer, dès la conclusion de l'acte, une procédure pour sa révision, rendant celle-ci possible si un certain nombre d'États étaient d'accord pour la demander.

C'est avec confiance, Messieurs, que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation l'acte international sorti des délibérations de la Conférence de Paris. Il est permis d'affirmer que la Convention du 23 juillet 1921 a été élaborée dans « un véritable esprit de solidarité européenne », pour me servir des termes employés par le distingué Président de la Conférence dans la séance de clôture; et je constaterai également avec l'honorable M. Legrand que « ce sera l'honneur de cette » Conférence d'avoir su, en se maintenant dans le cadre des Traités, établir sur le » Danube international des règles à la fois précises et souples où les droits de » chacun s'harmonisent avec les intérêts de tous ».

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.



CONVENTION
établissant le
STATUT DÉFINITIF DU DANUBE.

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRANDE-BRETAGNE, LA GRÈCE, L'ITALIE, LA ROUMANIE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES, SLOVÈNES ET LA TCHÉCO-SLOVAQUIE,

Voulant déterminer d'un commun accord, conformément aux stipulations des Traités de Versailles, de Saint-Germain, de Neuilly et de Trianon, les règles générales suivant lesquelles sera assurée d'une manière définitive la libre navigation du Danube international,

Ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Jules BRUNET, Ministre Plénipotentiaire;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Albert LEGRAND, Ministre Plénipotentiaire, Délégué aux Commissions européennes et internationales du Danube ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

M. John Grey BALDWIN, Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Commission Européenne du Danube ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

M. André ANDRÉADES, Professeur à la Faculté de droit de l'Université d'Athènes ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Le Comte VANNUCELLI REY, Conseiller de Légation ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Constantin CONTZESCO, Ministre Plénipotentiaire, Délégué aux Commissions européenne et internationale du Danube ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES, SLOVÈNES :

M. Mihailo G. RISTITCH, Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Commission internationale du Danube;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCO-SLOVAQUE :

M. Bohuslav MÜLLER, Secrétaire d'État au Ministère des Travaux Publics, Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Commission internationale du Danube;

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont, en présence et avec la participation des Plénipotentiaires de l'ALLEMAGNE, de l'AUTRICHE, de la BULGARIE et de la HONGRIE, dûment autorisés, savoir :

POUR L'ALLEMAGNE :

M. le Dr. Arthur SEELIGER, Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Commission internationale du Danube;

POUR L'AUTRICHE :

M. le Dr. Victor ONDRACZEK, Chef de section au Ministère fédéral des Communications publiques;

POUR LA BULGARIE :

M. Georges LAZAROFF, Directeur général au Ministère des Chemins de fer et des Ports, Délégué à la Commission internationale du Danube;

POUR LA HONGRIE ;

S. Exc. Edmond de MIKLOS de MIKLOSVAR, Conseiller intime, Secrétaire d'État, Délégué à la Commission internationale du Danube;

ARRÊTÉ LES STIPULATIONS SUIVANTES :

I. Régime général du Danube.

ARTICLE PREMIER.

La navigation du Danube est libre et ouverte à tous les pavillons dans des conditions d'égalité complète sur tout le cours navigable du fleuve, c'est-à-dire entre Ulm et la mer Noire, et sur tout le réseau fluvial internationalisé ainsi qu'il est déterminé à l'article suivant, de telle sorte qu'aucune distinction ne soit faite, au détriment des ressortissants, des biens et du pavillon d'une Puissance quelconque, entre ceux-ci et les ressortissants, les biens et le pavillon de l'État riverain lui-même ou de l'État dont les ressortissants, les biens et le pavillon jouissent du traitement le plus favorable.

Ces dispositions doivent s'entendre sous réserve des stipulations contenues dans les articles XXII et XLIII de la présente Convention.

ART. II.

Le réseau fluvial internationalisé mentionné à l'article précédent est composé de :

La *Morava* et la *Thaya* dans la partie de leur cours constituant la frontière entre l'Autriche et la Tchéco-Slovaquie ;

La *Drave* depuis Bares ;

La *Tisza* depuis l'embouchure du *Szamos* ;

Le *Maros* depuis Arad ;

Les canaux latéraux ou chenaux qui seraient établis, soit pour doubler ou améliorer des sections naturellement navigables dudit réseau, soit pour réunir deux sections naturellement navigables d'un de ces mêmes cours d'eau.

ART. III.

La liberté de la navigation et l'égalité entre les pavillons sont assurées par deux Commissions distinctes, à savoir la *Commission européenne du Danube*, dont la compétence, telle qu'elle est déterminée au Chapitre II, s'étend sur la partie du fleuve dite Danube maritime, et la *Commission internationale du Danube*, dont la compétence telle qu'elle est déterminée au chapitre III, s'étend sur le Danube fluvial navigable, ainsi que sur les voies d'eau déclarées internationales par l'article II.

II. Danube maritime.

ART. IV.

La Commission européenne du Danube est composée provisoirement des Représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la Roumanie, à raison d'un Délégué par Puissance.

Toutefois, tout État européen qui justifiera à l'avenir d'intérêts commerciaux maritimes et européens suffisants aux embouchures du Danube pourra, sur sa demande, être admis à se faire représenter dans la Commission sur une décision unanime prise par les Gouvernements qui y sont eux-mêmes représentés.

ART. V.

La Commission européenne exerce les pouvoirs qu'elle avait avant la guerre.

Il n'est rien changé aux droits, attributions et immunités qu'elle tient des Traités, Conventions, Actes et Arrangements internationaux relatifs au Danube et à ses embouchures.

ART. VI.

La compétence de la Commission européenne s'étend, dans les mêmes conditions que par le passé et sans aucune modification à ses limites actuelles, sur le

Danube maritime, c'est-à-dire depuis les embouchures du fleuve jusqu'au point où commence la compétence de la Commission internationale.

ART. VII.

Les pouvoirs de la Commission européenne ne pourront prendre fin que par l'effet d'un arrangement international conclu par tous les États représentés à la Commission.

Le siège légal de la Commission demeure fixé à Galatz.

III. Danube fluvial.

ART. VIII.

La Commission internationale du Danube est composée, conformément aux articles 347 du Traité de Versailles, 302 du Traité de Saint-Germain, 230 du Traité de Neuilly et 286 du Traité de Trianon, par deux Représentants des États allemands riverains, un Représentant de chacun des autres États riverains et un Représentant de chacun des États non-riverains représentés à la Commission européenne du Danube ou qui pourraient l'être à l'avenir.

ART. IX.

La compétence de la Commission internationale s'étend sur la partie du Danube comprise entre Ulm et Braila et sur le réseau fluvial déclaré international en vertu de l'article II.

Aucune voie d'eau, autre que celles qui sont mentionnées à l'article II, ne pourra être placée sous la compétence de la Commission internationale sans le consentement unanime de ladite Commission.

ART. X.

Sur la partie du Danube et sur le réseau fluvial placés sous sa compétence, et dans la limite des pouvoirs qu'elle tient de la présente Convention, la Commission internationale veille à ce qu'aucun obstacle quelconque ne soit mis, du fait d'un ou de plusieurs États, à la libre navigation du fleuve, à ce que, tant pour le passage que pour l'usage des ports, de leurs installations et de leur outillage, les ressortissants, les biens et les pavillons de toutes les Puissances soient traités sur le pied d'une complète égalité et, d'une manière générale, à ce qu'aucune atteinte ne soit portée au caractère international que les Traités ont assigné au réseau internationalisé du Danube.

ART. XI.

Sur la base des propositions et des projets qui lui sont présentés par les États riverains, la Commission internationale établit le programme général des grands travaux d'amélioration qui doivent être entrepris dans l'intérêt de la navigabilité du réseau fluvial international et dont l'exécution peut être échelonnée sur une période de plusieurs années.

Le programme annuel des travaux courants d'entretien et d'amélioration du réseau fluvial est élaboré par chaque État riverain, pour ce qui concerne son domaine territorial, et communiqué à la Commission, qui appréciera si ce programme est conforme aux exigences de la navigation ; elle pourra le modifier si elle le juge utile.

Dans toutes ses décisions, la Commission tiendra compte des intérêts techniques, économiques et financiers des États riverains.

ART. XII.

Les travaux compris dans ces deux programmes seront exécutés par les États riverains dans la limite de leurs frontières respectives. La Commission s'assurera de l'exécution des travaux et de leur conformité avec le programme où ils sont prévus.

Dans le cas où un État riverain ne serait pas en mesure d'entreprendre lui-même les travaux qui sont de sa compétence territoriale, cet État sera tenu de les laisser exécuter par la Commission internationale elle-même dans les conditions qu'elle déterminera et sans qu'elle puisse en confier l'exécution à un autre État, sauf en ce qui concerne les parties du réseau fluvial formant frontière. Dans ce dernier cas, la Commission déterminera les modalités de l'exécution des travaux en tenant compte des stipulations spéciales des Traités.

Les États riverains intéressés sont tenus de fournir à la Commission ou à l'État exécutant, suivant le cas, toutes les facilités nécessaires à l'exécution desdits travaux.

ART. XIII.

Les États riverains auront le droit d'entreprendre, dans les limites de leurs frontières respectives, sans l'approbation préalable de la Commission internationale, les travaux qui pourraient être nécessités par une circonstance imprévue et urgente. Ils devront toutefois aviser sans délai la Commission des raisons qui ont motivé ces travaux, en lui en fournissant une description sommaire.

ART. XIV.

Les États riverains feront parvenir à la Commission internationale une description sommaire de tous travaux qu'ils considèrent comme nécessaires à leur développement économique, notamment les travaux de défense contre les inondations, ceux qui concernent les irrigations et l'utilisation des forces hydrauliques, et qui seraient à exécuter sur la voie d'eau comprise dans les limites de leurs frontières respectives.

La Commission ne peut interdire de tels travaux qu'en tant qu'ils seraient de nature à porter atteinte à la navigabilité du fleuve.

Si, dans le délai de deux mois à dater de la communication, la Commission n'a formulé aucune observation, il pourra être procédé sans autres formalités à l'exécution desdits travaux. Dans le cas contraire, la Commission devra prendre une décision définitive dans le plus bref délai possible et, au plus tard, dans les quatre mois qui suivront l'expiration du premier délai.

ART. XV.

Les frais des travaux courants d'entretien sont à la charge des États riverains respectifs.

Toutefois, lorsque l'État exécutant sera en mesure d'établir que les dépenses qui lui incombent du chef de l'entretien du chenal navigable dépassent notablement ce qu'exigeraient les besoins de son propre trafic, il pourra demander à la Commission de répartir équitablement ces dépenses entre lui et les États riverains directement intéressés à l'exécution desdits travaux. La Commission, dans ce cas, fixera elle-même la part contributive de chaque État et en assurera le règlement.

Si la Commission entreprend elle-même des travaux d'entretien dans les limites des frontières d'un État, elle recevra de cet État le montant de la dépense qui lui incombe.

ART. XVI.

Quant aux travaux d'amélioration proprement dits et aux travaux s'appliquant à l'entretien des travaux d'amélioration d'une importance particulière, l'État qui les entreprendra pourra être autorisé par la Commission à se couvrir de leurs frais par la perception de taxes sur la navigation.

Si la Commission exécute elle-même des travaux de cette catégorie, elle pourra se couvrir de ses dépenses par la perception de taxes.

ART. XVII.

En ce qui concerne les parties du Danube formant frontière, l'exécution des travaux et la répartition des dépenses seront réglées par entente entre les États riverains respectifs. A défaut d'entente, la Commission déterminera elle-même en tenant compte des stipulations des traités, les conditions de l'exécution desdits travaux et éventuellement la répartition des dépenses occasionnées par leur exécution.

ART. XVIII.

Les taxes, lorsqu'il en sera perçu sur la navigation, seront d'un taux modéré. Elles seront calculées sur la jauge du bateau et ne pourront en aucun cas être basées sur les marchandises transportées. A l'expiration d'une période de cinq ans, ce système d'assiette des taxes pourra être révisé si la Commission en décide ainsi à l'unanimité de ses membres.

Le produit des taxes sera exclusivement affecté aux travaux qui ont donné naissance à leur établissement. La Commission internationale en déterminera et en publiera les tarifs; elle en contrôlera la perception et l'affectation.

Ces taxes ne devront jamais constituer un traitement différentiel basé soit sur le pavillon des bateaux ou la nationalité des personnes et des biens, soit sur la provenance, la destination ou la direction des transports; elles ne devront en aucun cas procurer un revenu à l'État percepteur ou à la Commission, ni rendre nécessaire un examen détaillé de la cargaison, à moins qu'il y ait soupçon de fraude ou de contravention.

Au cas où la Commission internationale prendrait à sa charge l'exécution des travaux, elle percevra, par l'entremise de l'État riverain intéressé, le montant des taxes correspondant à ses dépenses.

ART. XIX.

Les droits de douane et d'octroi et autres taxes établies par les États riverains sur les marchandises à l'occasion de leur embarquement ou de leur débarquement dans les ports ou sur les rives du Danube seront perçus sans distinction de pavillon et de manière à n'apporter aucune entrave à la navigation.

Les droits de douane ne pourront être supérieurs à ceux qui sont perçus aux autres frontières douanières de l'État intéressé sur les marchandises de même nature, de même provenance et de même destination.

ART. XX.

Les ports et lieux publics d'embarquement et de débarquement établis sur le réseau fluvial international, avec leur outillage et leurs installations seront accessibles à la navigation et utilisés par elle sans distinction de pavillon, de provenance et de destination et sans qu'une priorité de faveur puisse être accordée par les autorités locales compétentes à un bateau au détriment d'un autre, sauf dans des cas exceptionnels où il serait manifeste que les nécessités du moment et les intérêts du pays réclament une dérogation. La priorité, dans ces cas, devra être concédée de manière à ne pas constituer une entrave réelle au libre exercice de la navigation, ni une atteinte au principe de l'égalité des pavillons.

Les mêmes autorités veilleront à ce que toutes les opérations nécessaires au trafic telles que l'embarquement, le débarquement, l'allègement, l'emmagasiner, le transbordement, etc., soient exécutées dans des conditions aussi faciles et aussi rapides que possible et de manière à n'apporter aucune entrave à la navigation.

L'utilisation des ports et lieux publics d'embarquement et de débarquement peut donner lieu à la perception de taxes et redevances raisonnables et égales pour tous les pavillons, correspondant aux dépenses d'établissement, d'entretien et d'exploitation des ports et de leurs installations. Les tarifs en seront publiés et portés à la connaissance des navigateurs. Ils ne seront applicables qu'en cas d'utilisation effective des installations et outillage en vue desquels ils ont été fixés.

Les États riverains ne feront pas obstacle à ce que toutes les entreprises de navigation entretiennent sur leur territoire les agences indispensables à l'exercice de leur trafic, sous réserve de l'observation des lois et règlements du pays.

ART. XXI.

Dans le cas où les États riverains auraient décidé de créer des ports francs ou des zones franches dans les ports où le transbordement est nécessairement ou généralement pratiqué, les règlements relatifs à l'usage desdits ports ou zones seront communiqués à la Commission internationale.

ART. XXII.

Le transport de marchandises et de voyageurs entre les ports de différents États riverains ainsi qu'entre les ports d'un même État est libre et ouvert à tous les pavillons, dans des conditions d'égalité complète, sur le réseau internationalisé du Danube.

Toutefois, l'établissement d'un service local régulier de transport de voyageurs et de marchandises indigènes ou indigénées entre les ports d'un seul et même État ne pourra être effectué par un pavillon étranger qu'en conformité des règlements nationaux et d'accord avec les autorités de l'État riverain intéressé.

ART. XXIII.

Le passage en transit des bateaux, radeaux, voyageurs et marchandises est libre sur le réseau internationalisé du Danube, que ce transit s'effectue directement ou après transbordement ou après mise en entrepôt.

Il ne sera perçu aucun droit de douane ou autre droit spécial basé uniquement sur le fait de ce transit.

Lorsque les deux rives de la voie d'eau font partie d'un même État, les marchandises en transit pourront être mises sous scellés, sous cadenas ou sous la garde d'agents des douanes.

L'État transité aura le droit d'exiger du capitaine ou patron une déclaration écrite, faite au besoin sous serment, et affirmant s'il transporte ou non des marchandises dont la circulation est réglementée ou dont l'exportation est prohibée par l'État transité. La liste de ces marchandises sera communiquée le plus tôt possible à la Commission internationale à titre d'information.

La production du manifeste ne pourra être exigée par les autorités compétentes de l'État transité, si ce n'est dans le cas où le capitaine ou patron est convaincu d'avoir tenté la contrebande ou lorsque les clôtures douanières ont été brisées. Si dans ces cas, on découvre une différence entre la cargaison et le manifeste, le capitaine ou patron ne peut invoquer la liberté du transit pour mettre soit sa personne, soit la marchandise qu'il a voulu transporter frauduleusement, à l'abri des poursuites dirigées contre lui par les employés de la douane conformément aux lois du pays.

Lorsque la voie d'eau forme frontière entre deux États, les bateaux, radeaux, voyageurs et marchandises en transit seront exempts de toute formalité douanière.

ART. XXIV.

La Commission internationale élaborera, en s'inspirant des propositions qui lui seront présentées par les États riverains, un règlement de navigation et de police qui, dans la mesure du possible, sera uniforme pour la partie du réseau fluvial placée sous sa compétence.

Chaque État mettra ce règlement en vigueur sur son propre territoire par un acte de législation ou d'administration et sera chargé de son application, sous réserve des pouvoirs de surveillance reconnus à la Commission internationale par les articles XXVII à XXX.

Pour les parties du fleuve formant frontière, l'exécution du règlement de navigation

et de police sera assurée sous les mêmes réserves par accord entre les États riverains et, à défaut d'accord, par chaque État riverain dans les limites de sa souveraineté.

ART. XXV.

L'exercice de la police générale sur le réseau fluvial internationalisé appartient aux États riverains, qui en communiquent les règlements à la Commission internationale pour lui permettre de constater que leurs dispositions ne portent pas atteinte à la liberté de la navigation.

ART. XXVI.

Tous les bâtiments affectés spécialement par les États riverains au service de la police fluviale seront tenus d'arborer à côté de leur pavillon national un insigne distinctif et uniforme. Leurs nom, signalement et numéro seront portés à la connaissance de la Commission internationale.

ART. XXVII.

En vue de l'accomplissement de la tâche qui lui est confiée par les dispositions du présent statut, la Commission internationale constituera tous les services administratifs, techniques, sanitaires et financiers qu'elle jugera nécessaires. Elle en nommera et rétribuera le personnel et elle en fixera les attributions.

La Commission pourra établir à son siège central, notamment :

1° Un Secrétariat général permanent, dont le chef sera choisi parmi les ressortissants d'un État non-riverain représenté à la Commission ;

2° Un service technique, dont le chef sera nommé à la majorité statutaire des suffrages s'il appartient à un État non-riverain représenté ou non à la Commission, et à l'unanimité s'il est ressortissant d'un État riverain du Danube ;

3° Un Service de la navigation, dont le chef sera choisi parmi les ressortissants d'un État européen non représenté à la Commission.

4° Un Service de la comptabilité générale et du contrôle de la perception des taxes, dont le chef sera choisi parmi les ressortissants d'un État riverain ou d'un État non-riverain représenté ou non à la Commission.

Ces chefs de service seront assistés par des fonctionnaires choisis, de préférence et autant que possible d'une manière égale, parmi les ressortissants des États riverains. Ce personnel est international ; il est nommé et rétribué par la Commission et ne pourra être révoqué que par elle.

ART. XXVIII.

Chaque État riverain désignera, pour ce qui le concerne, des agents appropriés chargés, dans les limites de ses frontières, de prêter le concours de leur compétence et de leurs bons offices aux agents supérieurs de la Commission internationale et de leur faciliter l'exercice de leur mission.

ART. XXIX.

Les États riverains donneront aux fonctionnaires de la Commission toutes les facilités nécessaires pour accomplir les actes de leurs fonctions. Ces fonctionnaires, munis du brevet de la Commission constatant leur qualité, auront notamment le droit de circuler librement sur le fleuve et dans les ports et lieux publics de débarquement; les autorités locales de chaque État riverain leur prêteront aide et assistance pour remplir leur mission. Les formalités de police et de douane auxquelles ils auraient à se soumettre seront accomplies à leur égard de manière à ne pas entraver l'exercice de leurs fonctions.

ART. XXX.

Les fonctionnaires dûment qualifiés de la Commission signaleront toute infraction au règlement de navigation et de police aux autorités locales compétentes, qui sont tenues d'appliquer les sanctions appropriées et de faire connaître à la Commission la suite donnée à la plainte dont elles ont été saisies.

Chaque État riverain désignera à la Commission les juridictions qui seront chargées de connaître, en première instance et en appel, des infractions mentionnées à l'alinéa précédent. Devant ces juridictions, dont le siège devra être aussi voisin du fleuve que possible, le fonctionnaire de la Commission qui a signalé l'infraction sera entendu, s'il y a lieu.

ART. XXXI.

Dans les actions judiciaires relatives à la navigation du Danube, portées devant un tribunal d'un État riverain, il ne pourra être exigé des étrangers aucune caution *judicatum solvi* à raison de leur nationalité ou à raison du fait qu'ils n'ont pas de domicile ou de résidence dans le pays où est établi le tribunal ou qu'ils n'y possèdent pas de biens.

Le capitaine ou le patron ne pourra être empêché de poursuivre son voyage à raison d'une procédure engagée contre lui, dès qu'il aura fourni le cautionnement exigé par le juge pour l'objet du débat.

ART. XXXII.

A l'effet de maintenir et d'améliorer les conditions de la navigation dans le secteur du Danube compris entre Turnu-Severin et Moldova, dit des Portes-de-Feriet des Cataractes, il sera constitué, de commun accord entre les deux États co-riverains et la Commission internationale, des services techniques et administratifs spéciaux qui auront leur siège central à Orsova, sans préjudice des services auxiliaires qui pourraient être en cas de besoin installés sur d'autres points du secteur. A l'exception des pilotes, qui pourront être choisis parmi les ressortissants de toutes les nations, le personnel de ces services sera fourni et nommé par les deux États co-riverains; il sera dirigé par des chefs de services désigné par les mêmes États et agréés par la Commission internationale.

ART. XXXIII.

La Commission décidera, sur la proposition des services prévus à l'article précédent, les mesures utiles à l'entretien et à l'amélioration de la navigabilité et à l'administration du secteur ainsi que les taxes ou éventuellement toutes autres ressources destinées à y faire face, sans qu'il puisse en résulter l'obligation d'un concours financier de la part des Gouvernements représentés.

Elle fixera par un règlement spécial le fonctionnement des services, le mode de perception des taxes et la rétribution du personnel.

Elle mettra à la disposition de ces services les équipements, édifices et installations prévus à l'article 288 du Traité de Trianon.

Lorsque les difficultés naturelles qui ont motivé l'institution de ce régime spécial auront disparu, la Commission pourra en décider la suppression et replacer le secteur sous les dispositions qui régissent, en ce qui concerne les travaux et les taxes, les autres parties du fleuve formant frontière entre deux États.

ART. XXXIV.

La Commission pourra, si elle le juge utile, appliquer un régime administratif analogue aux autres parties du Danube et de son réseau fluvial qui présenteraient pour la navigation les mêmes difficultés naturelles, et le supprimer dans les conditions prévues à l'article précédent.

ART. XXXV.

La Commission internationale fixe elle-même l'ordre de ses travaux dans un règlement établi en session plénière. Au moment de l'établissement de son budget annuel, elle détermine les ressources nécessaires pour couvrir les frais généraux de son administration. Elle fixe le nombre et le lieu de ses sessions périodiques ordinaires et extraordinaires et constitue un Comité exécutif permanent, composé des Délégués présents au siège ou de leurs suppléants, et chargé de surveiller l'exécution des décisions adoptées en *Plenum* ainsi que la bonne marche des services.

La présidence de la Commission est exercée pour une période de six mois par chaque Délévation, en vertu d'un roulement déterminé suivant l'ordre alphabétique des États représentés.

La Commission ne peut délibérer valablement que lorsque les deux tiers de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents.

ART. XXXVI.

Le siège légal de la Commission internationale est fixé à Bratislava pour une période de cinq années à dater du jour de la mise en vigueur de la présente Convention.

A l'expiration de cette période, la Commission aura le droit de se transporter pour une nouvelle période quinquennale dans une autre ville située sur le Danube, en vertu d'un roulement dont elle établira elle-même les modalités.

ART. XXXVII.

La Commission internationale jouit, tant pour ses installations que pour la personne de ses Délégués, des privilèges et immunités reconnus en temps de paix comme en temps de guerre aux agents diplomatiques accrédités.

Elle a le droit d'arborer sur ses bâtiments et sur ses immeubles un pavillon dont elle détermine elle-même la forme et les couleurs.

ART. XXXVIII.

La Commission doit être saisie de toute question relative à l'interprétation et à l'application de la présente Convention.

Tout État qui serait en mesure d'invoquer, contre une décision de la Commission internationale, des motifs basés sur l'incompétence ou sur la violation de la présente Convention pourra en saisir, dans un délai de six mois, la juridiction spéciale organisée par la Société des Nations. Pour tout autre motif, la requête en vue du règlement du différend ne pourrait être formée que par l'État ou les États territorialement intéressés.

Dans le cas où un État refuserait de se conformer à une décision prise par la Commission en vertu des pouvoirs qu'elle tient de la présente Convention, le différend pourra être porté devant la haute juridiction mentionnée à l'alinéa 2, dans les conditions prévues par le statut de ladite juridiction.

IV. Dispositions générales.

ART. XXXIX

La Commission internationale du Danube et la Commission européenne du Danube prendront toutes dispositions nécessaires pour assurer, dans la mesure où cela sera possible et utile, l'uniformité du régime du Danube.

Elles échangeront régulièrement à cet effet toutes informations, tous documents, procès-verbaux, études et projets pouvant intéresser l'une et l'autre des deux Commissions. Elles pourront arrêter d'un commun accord certaines règles identiques concernant la navigation et la police du fleuve.

ART. XL.

Les États signataires de la présente Convention s'efforceront d'établir par des conventions séparées des règles uniformes d'ordre civil, commercial, sanitaire et vétérinaire relatives à l'exercice de la navigation et au contrat de transport

ART. XLI.

Tous les traités, conventions, actes et arrangements relatifs au régime des fleuves internationaux en général et au Danube et à ses embouchures en particulier, en vigueur au moment de la signature de la présente Convention, sont maintenus dans toutes celles de leurs dispositions qui ne sont pas abrogées ou modifiées par les stipulations qui précèdent.

ART. XLII.

A l'expiration d'un délai de cinq ans à dater de sa mise en vigueur, le présent statut pourra être révisé si les deux tiers des États signataires en font la demande, en indiquant les dispositions qui leur paraissent susceptibles de révision. Cette demande sera adressée au Gouvernement de la République française, lequel provoquera dans les six mois la réunion d'une Conférence à laquelle tous les États signataires de la présente Convention seront invités à participer.

V. Dispositions transitoires.

ART. XLIII.

Les stipulations de la présente Convention doivent être entendues dans ce sens qu'elles ne portent aucune atteinte aux dispositions des Traités de Paix telles qu'elles résultent des articles 327 (alinéa 3), 332 (alinéa 2) et 378 du Traité de Versailles et des articles correspondants des Traités de Saint-Germain, de Neuilly et de Trianon.

ART. XLIV.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à Paris dans le plus bref délai possible, et au plus tard, avant le 31 mars 1922.

Elle entrera en vigueur trois mois après la clôture du procès-verbal de dépôt des ratifications.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention, rédigée en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du

Gouvernement de la République française et dont une expédition authentique sera remise à chacune des Puissances signataires.

FAIT à Paris, le 23 juillet 1921.

(L. S.) J. BRUNET.

(L. S.) A. LEGRAND.

(L. S.) John BALDWIN.

(L. S.) A. ANDRÉADES.

(L. S.) VANNUTELLI REY.

(L. S.) Constant CONTZESCO.

(L. S.) M. G. RISTITCH.

(L. S.) Ing. BOHUSLAV MULLER.

(L. S.) SEELIGER.

(L. S.) D^r ONDRACZEK.

(L. S.) Georges LAZAROFF.

(L. S.) E. DE MIKLOS.

Copie certifiée conforme :

Pour le Président du Conseil

Ministre des Affaires Étrangères,

Le Ministre Plénipotentiaire du Service du Protocole,

(S.) P. DE FOUQUIÈRE.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de l'Acte établissant le Statut définitif du Danube et en vue d'en préciser le sens, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Ad. ART. II.

En ce qui concerne la partie de la Tisza située entre l'embouchure du Szamos et Tisza-Ujlak, le régime du présent statut y sera appliqué dès que cette partie sera reconnue navigable par la Commission internationale du Danube.

Ad. ART. XIX.

La disposition du deuxième alinéa de l'article XIX ne met pas obstacle à ce que les États riverains réclament éventuellement le bénéfice des dérogations qui seraient autorisées par la Convention générale prévue à l'article 338 du Traité de Versailles et aux articles correspondants des autres Traités de Paix.

Ad. ART. XXII.

a) Par le trafic visé à l'alinéa 2 de l'article XXII on doit entendre tout service public de transport de voyageurs et de marchandises organisé par un pavillon étranger entre les ports d'un seul et même État, lorsque cette exploitation s'effectue dans des conditions de régularité, de continuité et d'intensité susceptibles d'influer défavorablement, dans la même mesure que les lignes régulières proprement dites, sur les intérêts nationaux de l'État où elle s'exerce.

b) Il est entendu que les dispositions de l'article XXII ne modifient en rien la situation qui résulte actuellement de l'article 332, du Traité de Versailles et des dispositions correspondantes des autres Traités de Paix, en ce qui concerne tant les relations entre les États alliés d'une part, et l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie d'autre part, que les relations de ces derniers États entre eux, pour toute la durée des délais où cette situation sera maintenue en exécution de l'article 378 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de Paix.

A l'expiration de ces délais, les dispositions de l'article XXII deviendront applicables à tous les États sans exception.

Ad. ART. XXIII.

L'État transité n'a pas le droit de prohiber le transit des marchandises mentionnées au quatrième alinéa de l'article XXIII, ni celui des personnes et des animaux sauf dans les cas prévus par les lois sanitaires et vétérinaires du pays transité ou par des conventions internationales relatives à cet objet.

Ad. ART. XXXI.

L'article XXXI doit être entendu dans ce sens que les étrangers ne pourront être placés dans une condition plus favorable que celle qui est faite aux nationaux.

Ad. ART. XLII.

Dans le cas où la suppression de la Commission européenne serait décidée avant l'expiration du délai de cinq ans prévu à l'article XLII, les Gouvernements signataires de la présente Convention s'entendront sur les conditions de revision du présent statut.

Ad. ART. XLIV.

L'alinéa 1^{er} de l'article XLIV doit être entendu dans ce sens qu'il ne porte aucune atteinte aux stipulations contenues dans l'article 349 du Traité de Versailles, et dans les articles correspondants des autres Traités de Paix.

EN FOI DE QUOI les soussignés ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et durée que la Convention à laquelle il se rapporte.

FAIT à Paris, le 23 juillet 1921.

J. BRUNET.
A. LEGRAND.
John BALDWIN.
A. ANDRÉADÈS.
VANNUTELLI REY.
Const. CONTZESCO.
M. G. RISTITCH.
Ing. BOHUSLAW MULLER.

SEELIGER.
D^r ONDRACZEK.
Georges LAZAROFF.
E. DE MIKLOS.

Copie certifiée conforme :

*Pour le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Étrangères
Le Ministre Plénipotentiaire Chef du Service du Protocole,
P. DE FOUQUIÈRE.*

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 FEBRUARI 1922.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der Internationale Overeenkomst, waarbij het definitief statuut van den Donau wordt vastgesteld, gesloten te Parijs, den 23^a Juli 1921, tusschen België, Frankrijk, Groot-Brittannië, Griekenland, Italië, Roemenië, het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen, de Tsjecho-Slowaksche Republiek, Duitschland, Oostenrijk, Bulgarije en Hongarije.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Volgens de bevelen des Konings heb ik de eer een wetsontwerp tot goedkeuring van de Internationale Overeenkomst gesloten te Parijs, den 23^a Juli 1921, en waarbij het definitief Statuut van den Donau wordt vastgesteld, aan Uwe beraadslagingen te onderwerpen.

Deze Overeenkomst, waarvan het niet noodig is de groote economische betekenis te doen uitschijnen, vindt haren oorsprong in de vredesverdragen gesloten met de voorheen vijandelijke Staten die langs de oevers van den stroom gelegen zijn.

De artikels 348 en 349 van het Verdrag van Versailles en de overeenkomende artikelen der andere Verdragen bepalen dat binnen een termijn van één jaar na het in werking treden dezer Verdragen, eene Conferentie der door de verbonden en geassocieerde Mogendheden aangewezen Mogendheden zal bijeenkomen met het doel in het bijzijn van vertegenwoordigers van Duitschland, Oostenrijk, Bulgarije en Hongarije, het internationaal regime van den Donau vast te stellen.

Deze Conferentie werd te Parijs geopend den 2^a Augustus 1920. Buiten de Oeverstaten en Groot-Brittannië, Frankrijk en Italië, welke Mogendheden vertegenwoordigd waren in de Europeesche Donaucommissie, die reeds vóór den oorlog in werking was, werden ook België en Griekenland verzocht naar deze belangrijke internationale bijeenkomst gevolmachtigden te zenden. Om deze beide Staten tot deelneming aan deze beraadslagingen uit te noodigen hadden de verbonden en geassocieerde Mogendheden zich gesteund op de belangen die gezegde Staten hebben bij de scheepvaart en den handel op den Donau. Neemt de Grieksche vlag in ruime mate deel aan het scheepvaartverkeer op het maritiem gedeelte van den stroom, zoo heeft België, onder een anderen vorm, zeer veel belang bij de voorwaarden waarin het internationaal verkeer zich op het Donaunet zal kunnen doen

gelden en ontwikkelen : immers de haven van Antwerpen ontving vóór den oorlog in gewicht het derde der door de zeehavens van den Donau uitgevoerde voortbrengselen. En het is wel niet noodig te doen uitschijnen hoezeer het lot van dezen handel nauw verbonden is aan het regime dat voor de scheepvaart zelve wordt vastgesteld.]

De Conferentie vereenigde zodoende acht Staten wier gevolmachtigden beraadslagende stem hadden : België, Frankrijk, Groot-Brittannië, Griekenland, Italië, Roemenië, het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen, en de Tsjecho-Slowaksche Republiek — en vier Staten — Duitschland, Oostenrijk, Bulgarijë en Hongarijë — verplicht, krachtens de vredesverdragen, het regime te aanvaarden dat door de Conferentie zou worden vastgesteld, maar wier vertegenwoordigers, zooals van zelf spreekt, op zeer werkzame wijze deel genomen hebben aan de gedachtenwisselingen die hebben plaats gehad. De werkzaamheden werden trouwens geleid in eenen geest geschikt om de vrijwillige toetreding dezer laatste Staten mogelijk te maken en om ze dus te doen deelnemen aan de onderteekening der tot stand gekomen Akte.

Onder deze omstandigheden moesten de besprekingen lang en moeilijk zijn. Zij hadden plaats in den loop van twee zittingen gehouden de eerste van 2 Augustus tot 16 November 1920, de tweede van 6 April tot 26 Juli 1921; zij namen 68 vergaderingen in beslag.

Het Statuut, dat uit deze werkzaamheden is ontstaan en dat door de Overeenkomst geteekend den 23ⁿ Juli 1921 bevestigd werd, stelt voor den stroom een regime in dat op zeer volledige wijze schijnt te beantwoorden aan de behoeften van de scheepvaart en den handel. De gevolmachtigden der deelnemende Staten hadden belangen te verdedigen, die, ten minste in schijn, niet altijd met elkander overeenstemden; zij zijn het eens geworden over eene reeks beschikkingen die op billijke wijze rekening houden met de wederzijdsche opvattingen.

Wat den Belgischen gevolmachtigde betreft, deze heeft zich ingespannen om de ruime gedachten die, in zake handel en scheepvaart, sedert lange jaren de politiek van ons land bezielen, te doen zegevieren; terzelfdertijd heeft hij het mogelijke gedaan om in juiste mate voldoening te geven aan de eischen der Oeverstaten, en gedreven door den wensch eene algemeene overeenstemming mogelijk te maken heeft zijne werkzaamheid zich meermaals in bemiddelenden zin doen gelden. Dat zult gij kunnen vaststellen, Mijne Heeren, door de lezing der Processen-verbaal der Conferentie, in twee boekdeelen bijeengebracht, die ik de eer heb ter beschikking der Kamer te stellen. Verschillende beschikkingen der Overeenkomst van 23 Juli 1921 dragen, zooals gij zult kunnen opmerken, het spoor der tusschenkomst van onzen vertegenwoordiger, daar waar zij het meest in overeenstemming zijn met het denkbeeld van vrije concurrentie en het gunstigst zijn voor de ontwikkeling van het internationaal verkeer.

Het beginsel dat in de Overeenkomst vooraan staat en dat al hare bepalingen beheerscht, is het beginsel van vrijheid der scheepvaart en van gelijkheid der vlaggen voor den ganschen bevaarbaren loop van den stroom, zoowel als voor het gansche geïnternationaliseerde riviernet, zooals dit bepaald is in artikel 2.

Deze vrijheid en deze gelijkheid worden verzekerd door twee afzonderlijke commissies, de *Europeesche Donaucommissie* bevoegd voor het gedeelte van den stroom aangeduid als Zee-Donau, en de *Internationale Donaucommissie*, wier

bevoegdheid zich uitstrekt over den bevaarbaren Rivier-Donau, zoowel als over de waterwegen die deel uitmaken van het geïnternationaliseerde net, waarvan ik zoëven gewaagde.

De Overeenkomst handhaaft voor de Europeesche Commissie de macht die zij vóór den oorlog bezat; het is bekend dat deze Commissie sedert het Verdrag van Parijs van 1856 de mondingen en het voor zeeschepen toegankelijk gedeelte van den stroom, beneden Braila gelegen, beheert. Hare wettige zetel blijft te Galatz gevestigd. Er zal later over hare samenstelling gesproken worden.

De macht en de voorwaarden van werkzaamheid der Internationale Commissie maken het voorwerp uit van talrijke beschikkingen en het zou te ver voeren er hier een overzicht van te geven. De lezing van het hoofdstuk III der Overeenkomst (artikelen 8 tot 38) zal U te dien opzichte alle wenschelijke bijzonderheden geven. Ik wil echter doen opmerken dat dit hoofdstuk, waarin de rol der Commissie bepaald wordt, tevens aangaande talrijke punten regels voorschrijft geschikt om aan den grooten stroom, die West- en Oost-Europa verbindt, toe te laten den rol te spelen dien de vredesverdragen hem ten opzichte van het internationaal verkeer hebben willen toewijzen. Ik vermeld namelijk, naast alles wat de eerbiediging der volle vrijheid en der volkomen gelijkheid van al de vlaggen betreft, de vastgestelde regelen (art. 11 tot 17) betreffende het onderhoud van den stroom en de uitvoering der werken geschikt om de voorwaarden van bevaarbaarheid te verbeteren, de beginselen uiteengezet (art. 18) met betrekking tot de rechten waarvan de instelling ten gevolge van zekere werken zou noodzakelijk worden, de belangrijke waarborgen verleend door artikel 19 ten opzichte der inning van de douanerechten, de waarborgen bepaald door artikel 20 voor het gebruik der havens en vooral de beschikkingen opgenomen in artikel 23 ten einde de vrijheid van doorvoer te verzekeren.

De Overeenkomst stelt (artikels 32 en 33) een bijzonder regime in voor den sector van den Donau gezegd der Yzeren Poorten en der Watervallen, begrepen tusschen Turnu-Severin en Moldova, in welken sector de Donau thans de grens uitmaakt tusschen Roemenië en Yoego-Slavië. Het is bekend dat in dit gedeelte van den stroom de scheepvaart belemmerd wordt door natuurlijke moeilijkheden, die heel bijzondere maatregelen noodzakelijk maken.

Artikel 38 heeft op zeer bedachtzame wijze de regelen bepaald die toepasselijk zijn op de verhalen waartoe, vanwege de Staten, de door de Internationale Commissie genomen besluiten aanleiding zouden geven.

De Overeenkomst van 23 Juli 1921 stelt de samenstelling der beide bovenvermelde Commissies niet definitief vast. Haar artikel 8 bepaalt dat « de Internationale Donaucommissie overeenkomstig artikels 347 van het » Verdrag van Versailles, 302 van het Verdrag van Saint-Germain, 230 van » het Verdrag van Neuilly en 286 van het Verdrag van Trianon, samen- » gesteld is uit twee Vertegenwoordigers der Duitsche Oeverstaten, een » Vertegenwoordiger van elken der andere Oeverstaten en een Vertegen- » woordiger van elken der niet op den oever gelegen Staten, die vertegen- » woordigd zijn in de Europeesche Donaucommissie *of die het in het » vervolg zouden kunnen zijn.* » Er bestaat dus een verband tusschen de

samenstelling der Internationale Commissie en die der Europeesche Commissie. Wat echter deze laatste betreft, heeft de Overeenkomst er de samenstelling slechts voorloopig van vastgesteld. Artikel 4, na bepaald te hebben dat zij « voorloopig bestaat uit Vertegenwoordigers van Frankrijk, » Groot-Brittannië, Italië en Roemenië, elke Mogendheid vertegenwoordigd » zijnde door eenen Afgevaardigde », formuleert de hiernavolgende » beschikking :

« Echter zal elke Staat, die in het vervolg het bewijs levert dat hij » voldoende maritieme en Europeesche handelsbelangen heeft aan de » mondingen van den Donau, op eigen verzoek, de teelating kunnen verkrijgen om zich te doen vertegenwoordigen in de Commissie, krachtens » een besluit eenparig genomen door de Regeeringen die er zelf in vertegenwoordigd zijn. »

Ik heb hierboven den aard en de belangrijkheid vermeld van de belangen die België heeft aan de mondingen van den stroom. Deze belangen werden nauwkeurig bepaald door den Belgischen Gevolmachtigde op de vergadering der Conferentie van 30 September 1920. En ten einde deze categorie van belangen met zekerheid door de hierboven weergegeven beschikking te doen dekken heeft onze Vertegenwoordiger in den tekst het woord « handelsbelangen » doen opnemen, waardoor elke twijfel aangaande de beteekenis der beschikking vermeden wordt.

Wanneer dus, Mijne Heeren, de akte van 23 Juli 1921 door de bekrachtiging der Staten, die ze onderteekend hebben, definitief bevestigd zal zijn, zal de Regeering des Konings aan de reeds in de Europeesche Commissie vertegenwoordigde Staten de opneming van eenen afgevaardigde in dit organisme behooren te vragen, waardoor zij tevens de zekerheid zal hebben, als gevolg daarvan en krachtens artikel 8, vertegenwoordigd te zijn in de Internationale Commissie.

Hier kunnen nog vermeld worden, omdat zij op initiatief van den Belgischen Gevolmachtigde werden opgenomen, de beschikkingen die het voorwerp uitmaken van artikel 42 waarbij de mogelijkheid voorzien wordt van eene herziening der Overeenkomst na afloop van eenen termijn van vijf jaar. Wij hebben gemeend dat het van belang was, om latere moeilijkheden te voorkomen, reeds bij de sluiting der akte eene procedure voor hare herziening te bepalen, waardoor deze mogelijk gemaakt wordt indien een zeker aantal Staten het eens zouden zijn om zulks te vragen.

Ik heb de eer, Mijne Heeren, de internationale akte ontstaan uit de besprekingen der Conferentie van Parijs in volle vertrouwen aan Uwe goedkeuring te onderwerpen. Men mag verklaren dat de Overeenkomst van 23 Juli opgesteld werd in een waren geest van « Europeesche solidariteit », om mij te bedienen van de termen gebruikt door den geachten Voorzitter der Conferentie in de sluitingszitting; en ik wil eveneens met den achtbaren heer Legrand vaststellen dat « het » de eer dezer Conferentie zal zijn, dat zij, zich houdende binnen het kader der » Verdragen, op den internationalen Donau, regels heeft weten vast te stellen, » die tegelijkertijd nauwkeurig en buigzaam zijn en waardoor de rechten van » elkeen goed samenstemmen met de belangen van allen ».

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

OVEREENKOMST
waarbij het
DEFINITIEF STATUUT VAN DEN DONAU
wordt vastgesteld.

BELGIË, FRANKRIJK, GROOT-BRITTANNIË, GRIEKENLAND, ITALIË,
ROEMENIË, HET KONINKRIJK DER SERVIERS, KROATEN EN SLO-
VENEN EN TSJECHO-SLOWAKYE,

Willende, overeenkomstig de bepalingen der Verdragen van Versailles,
van Saint-Germain, van Neuilly en van Trianon, eenparig de algemeene
regelen vaststellen volgens welke de vrije scheepvaart op den interna-
tionalen Donau op definitieve wijze verzekerd zal worden,

Hebben besloten te dien einde eene Overeenkomst te sluiten en hebben
tot hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den heer Jules BRUNET, Gevolmachtigden Minister ;

DE PRESIDENT DER FRANSCHIE REPUBLIEK :

Den heer Albert LEGRAND, Gevolmachtigden Minister, Afgevaardigde
bij de Europeesche en de Internationale Donaucommissie ;

**ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK
GROOT-BRITTANNIË EN IERLAND EN DER OVERZEESCHE BRITSCHE
GEBIEDEN, KEIZER VAN INDIË :**

Den heer John Grey BALDWIN, Gevolmachtigden Minister, Afgevaardigde
bij de Europeesche Donaucommissie ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER HELLENEN :

Den heer Andreas ANDRÉADÈS, Professor aan de Faculteit der rechten
der Universiteit te Athene ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË,

Graaf VANNUCELLI REY, Gezantschapsraad ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ROEMENIË :

Den heer Constantijn CONTZESCO, Gevolmachtigden Minister, Afgevaar-
digde bij de Europeesche en de Internationale Donaucommissie ;

**ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER SERVIERS, KROATEN, SLO-
VENEN :**

Den heer **MIHAÏLO G. RISTICH**, Gevolmachtigden Minister, Afgevaardigde bij de Internationale Donaucommissie;

DE PRESIDENT DER TSJECHO-SLOWAKSCHE REPUBLIEK :

Den heer **Bohuslav MÜLLER**, Staatssecretaris aan het Ministerie van Openbare Werken, Gevolmachtigden Minister, Afgevaardigde bij de Internationale Donaucommissie;

WELKE, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten te hebben uitgewisseld, in tegenwoordigheid en met de medewerking van de behoorlijk gemachtigde Gevolmachtigden van **DUITSCHLAND, OOSTENRIJK, BULGARIJE** en **HONGARIJE**, te weten :

VOOR DUITSCHLAND :

Den heer **Dr. Arthur SEELIGER**, Gevolmachtigden Minister, Afgevaardigde bij de Internationale Donaucommissie;

VOOR OOSTENRIJK :

Den heer **Dr Victor ONDRACZEK**, Afdeelingshoofd aan het Federaal Ministerie van Openbare Verbindingen;

VOOR BULGARIJE :

Den heer **Georg LAZAROFF**, Algemeenen Bestuurder aan het Ministerie van Spoorwegen en Havens, Afgevaardigde bij de Internationale Donau-Commissie;

VOOR HONGARIJE :

Z. Exc. Edmond de MIKLOS de MIKLOSVAR, Geheimraad, Staatssecretaris, Afgevaardigde bij de Internationale Donau-Commissie;

DE VOLGENDE BEPALINGEN HEBBEN VASTGESTELD :

I. — Algemeen regime van den Donau.

ARTIKEL I.

De scheepvaart op den Donau is vrij en opengesteld voor alle vlaggen onder voorwaarden van volledige gelijkheid op den ganschen bevaarbaren loop van den stroom, dit is tusschen Ulm en de Zwarte Zee en op het geheele geinternationaliseerde riviernet, zooals dit in het volgend artikel bepaald is, op zulke wijze dat geen enkel onderscheid worde gemaakt ten nadeele der

onderhoorigen, goederen en vlag van gelijk welke Mogendheid, tusschen deze en de onderhoorigen, goederen en vlag van den Oeverstaat zelf of van den Staat, waarvan de onderhoorigen, goederen en vlag de meest gunstige behandeling genieten.

Deze beschikkingen moeten begrepen worden onder voorbehoud der bepalingen vervat in de artikels XXII en XLIII dezer Overeenkomst.

ART. II.

Het geinternationaliseerde riviernet vermeld in voorgaand artikel bestaat uit :

De Morawa en de Thaya voor het gedeelte van hunnen loop die de grens tusschen Oostenrijk en Tsjecho-Slowakije uitmaakt :

De Drave van Barcs af;

De Tisza van de monding van den Szamos af;

De Maros van Arad af;

De zijkanalen of vaargeulen die mochten worden aangelegd, hetzij om van nature bevaarbare gedeelten van gezegd net te verdubbelen of te verbeteren, hetzij om twee van nature bevaarbare gedeelten van een dezer waterlopen te verbinden.

ART. III.

De vrijheid van scheepvaart en de gelijkheid onder de vlaggen worden verzekerd door twee verschillende Commissies, te weten de Europeesche Donaucommissie, wier bevoegdheid, zooals zij bepaald wordt in Hoofdstuk II, zich uitstrekt over het gedeelte van den stroom genaamd Zee-Donau, en de Internationale Donaucommissie, wier bevoegdheid zooals zij bepaald wordt in Hoofdstuk III, zich uitstrekt over den bevaarbaren Rivier-Donau, alsmede over de door artikel II internationaal verklaarde waterwegen.

II. — Zee-Donau.

ART. IV.

De Europeesche Donaucommissie is voorloopig samengesteld uit Vertegenwoordigers van Frankrijk, Groot-Brittannië, Italië en Roemenië, elke Mogendheid vertegenwoordigd zijnde door eenen Afgevaardigde.

Echter zal elke Europeesche Staat, die in het vervolg het bewijs levert dat hij voldoende maritieme en Europeesche handelsbelangen heeft aan de mondingen van den Donau, op eigen verzoek de toelating kunnen verkrijgen om zich te doen vertegenwoordigen in de Commissie, krachtens een besluit eenparig genomen door de Regeeringen die er zelf in vertegenwoordigd zijn.

ART. V.

De Europeesche Commissie oefent de macht uit die zij vóór den oorlog bezat.

Er wordt niets veranderd aan de rechten, bevoegdheden en vrijstellingen die zij bezit krachtens de internationale Verdragen, Overeenkomsten, Akten en Schikkingen betreffende den Donau en zijne mondingen.

ART. VI.

De bevoegdheid der Europeesche Commissie strekt zich uit, in dezelfde voorwaarden als voorheen en zonder eenige wijziging aan hare huidige grenzen, over den Zee-Donau, dat is van de mondingen van den stroom tot aan het punt waar de bevoegdheid der Internationale Commissie begint.

ART. VII.

De macht der Europeesche Commissie zal slechts een einde kunnen nemen krachtens een internationale schikking gesloten door al de in de Commissie vertegenwoordigde Staten.

De wettige zetel der Commissie blijft te Galatz gevestigd.

III. — Rivier-Donau.

ART. VIII.

De Internationale Donaucommissie is samengesteld, overeenkomstig artikels 347 van het Verdrag van Versailles, 302 van het Verdrag van Saint-Germain, 230 van het Verdrag van Neuilly en 286 van het Verdrag van Trianon, uit twee Vertegenwoordigers der Duitsche Oeverstaten, een Vertegenwoordiger van elken der andere Oeverstaten en een Vertegenwoordiger van elken der niet op den oever gelegen Staten die vertegenwoordigd zijn in de Europeesche Donaucommissie of die het in het vervolg zouden kunnen zijn.

ART. IX.

De bevoegdheid der Internationale Commissie strekt zich uit over het gedeelte van den Donau begrepen tusschen Ulm en Braïla en over het krachtens artikel II internationaal verklaarde riviernet.

Geen enkele waterweg, buiten die welke vermeld zijn in artikel II, kan onder de bevoegdheid der Internationale Commissie geplaatst worden zonder de eenparige toestemming van gezegde Commissie.

ART. X.

Op het gedeelte van den Donau en op het riviernet, die onder haar toezicht geplaatst zijn, en binnen de grenzen der macht, die zij krachtens deze Overeenkomst bezit, draagt de Internationale Commissie er zorg voor dat geen

binderpaal, om het even welke, vanwege een of meerdere Staten gesteld worde aan de vrije scheepvaart op de rivier, dat zoowel voor de doorvaart als voor het gebruik van de havens, van hunne inrichtingen en van hun materieel, de onderhoorigen, goederen en vlaggen van al de Mogendheden behandeld worden op een voet van volkomen gelijkheid, en in het algemeen, dat geen inbreuk worde gemaakt op het internationaal karakter dat door de Verdragen voor het geïnternationaliseerde riviernet van den Donau werd vastgesteld.

ART. XI.

Op grond der voorstellen en der ontwerpen die haar door de Oeverstaten worden voorgelegd, stelt de Internationale Commissie het algemeen programma vast der groote verbeteringswerken die ondernomen moeten worden in het belang der bevaarbaarheid van het internationaal riviernet en waarvan de uitvoering verdeeld kan worden over eene tijdruimte van meerdere jaren.

Het jaarlijksch programma der gewone werken van onderhoud en verbetering van het riviernet wordt door elken Oeverstaat vastgesteld, voor zooveel zijn grondgebied betreft, en aan de Commissie medegedeeld, die zal beoordeelen of dit programma overeenkomt met de vereischten der scheepvaart; zij kan gezegd programma wijzigen, indien zij het noodig acht.

In al hare besluiten zal de Commissie rekening houden met de technische, economische en financieele belangen der Oeverstaten.

ART. XII.

De werken in deze beide programma's begrepen zullen door de Oeverstaten binnen hunne respectieve grenzen worden uitgevoerd. De Commissie zal er zich van overtuigen dat deze werken uitgevoerd worden en dit in overeenkomst met het programma waarin zij voorzien zijn.

Ingeval een Oeverstaat niet bij machte zou zijn zelf de werken te ondernemen die tot zijne territoriale bevoegdheid behooren, zal deze Staat verplicht zijn gezegde werken te laten uitvoeren door de Internationale Commissie zelf in de voorwaarden die zij zal bepalen en zonder dat zij deze uitvoering aan eenen anderen Staat zal kunnen toevertrouwen, behalve wat betreft de gedeelten van het riviernet die de grens uitmaken. In dit laatste geval zal de Commissie de wijze van uitvoering der werken bepalen, rekening houdend met de bijzondere bepalingen der Verdragen.

De belanghebbende Oeverstaten zijn verplicht aan de Commissie of aan den uitvoerenden Staat, volgens de gevallen, al de noodige faciliteiten voor de uitvoering van gezegde werken te verleen.

ART. XIII.

De Oeverstaten zullen het recht hebben, binnen hunne respectieve grenzen, zonder voorafgaande goedkeuring der Internationale Commissie de werken

te ondernemen, die vereischt zouden kunnen worden tengevolge eener onvoorziene en dringende omstandigheid. Zij zullen echter zonder verwijl aan de Commissie kennis moeten geven van de redenen waarop de uitvoering dezer werken gegrond is, onder bijvoeging eener beknopte beschrijving.

Art. XIV.

De Oeverstaten zullen aan de Internationale Commissie eene beknopte beschrijving doen toekomen van alle werken die zij noodig achten voor hunne economische ontwikkeling, namelijk de werken ter bescherming tegen overstromingen, die welke betrekking hebben op de bewatering en op het gebruik der waterkrachten, en die zouden moeten uitgevoerd worden op een waterweg loopend binnen hunne respectieve grenzen.

De Commissie kan zulke werken slechts verbieden in zooverre zij de bevaarbaarheid van den stroom zouden kunnen benadeelen.

Indien, binnen een tijd van twee maanden te rekenen van den datum der mededeeling, geene enkele opmerking door de Commissie gemaakt werd zal er zonder verdere formaliteiten tot de uitvoering van gezegde werken kunnen worden overgegaan. In het tegenovergesteld geval zal de Commissie binnen den kortst mogelijken tijd een definitief besluit moeten nemen en, ten laatste, binnen de vier maanden die op het verstrijken van den eersten termijn zullen volgen.

Art. XV.

De kosten der gewone onderhoudswerken zijn ten laste der respectieve Oeverstaten.

Echter, wanneer het aan den uitvoerenden Staat mogelijk zal zijn te bewijzen dat de uitgaven die te zijnen laste komen wegens het onderhoud van de vaargeul aanmerkelijk de uitgaven overtreffen die vereischt zouden zijn voor de behoeften van zijn eigen verkeer, zal hij aan de Commissie kunnen vragen deze op billijke wijze tusschen hem en de bij de uitvoering van gezegde werken rechtstreeks belanghebbende Staten te verdeelen. In dit geval zal de Commissie zelf de bijdrage van elken Staat vaststellen en er de betaling van verzekeren.

Indien de Commissie zelf de onderhoudswerken binnen de grenzen van eenen Staat onderneemt, zal zij van dezen Staat het bedrag ontvangen van de uitgave die te zijnen laste komt.

Art. XVI.

Wat betreft de eigenlijke verbeteringswerken en de werken voor het onderhoud van verbeteringswerken die van bijzonder belang zijn zal de Staat die ze zal ondernemen door de Commissie er toe gemachtigd kunnen worden de daardoor veroorzaakte kosten te dekken door het heffen van rechten op de scheepvaart.

Indien de Commissie zelf werken van dezen aard uitvoert, zal ze hare uitgaven mogen dekken door het heffen van rechten.

ART. XVII.

Wat de gedeelten van den Donau betreft, die de grens uitmaken zullen de uitvoering der werken en de verdeeling der uitgaven door overeenkomst tusschen de respectieve Oeverstaten geregeld worden. Bij gebrek aan overeenkomst zal de Commissie, rekening houdend met de bepalingen der verdragen, zelf de voorwaarden van uitvoering van gezegde werken bepalen en eventueel de verdeeling der door hunne uitvoering veroorzaakte uitgaven.

ART. XVIII.

Indien er rechten op de scheepvaart geheven worden, zullen zij gematigd moeten zijn. Zij zullen berekend worden volgens de tonnenmaat van het schip en zullen in geen geval gegrond mogen zijn op de vervoerde koopwaren. Na verloop van eene tijdruimte van vijf jaar zal dit stelsel van vaststelling der rechten herzien kunnen worden indien de Commissie daartoe met algemeene stemmen besluit.

De opbrengst der rechten zal uitsluitend gebruikt worden voor de werken die aanleiding tot hunne instelling hebben gegeven. De Internationale Commissie zal er de tarieven van bepalen en bekend maken; zij zal toezicht houden over de inning en het gebruik er van.

Deze rechten zullen nooit mogen aanleiding geven tot eene differentieele behandeling gegrond hetzij op de vlag der schepen of op de nationaliteit der personen of der goederen, hetzij op de afkomst, de bestemming of de richting der zendingen; zij zullen in geen geval inkomsten mogen verschaffen aan den heffenden Staat of aan de Commissie, noch een omstandig onderzoek der lading mogen noodig maken, tenzij men bedrog of overtreding zou vermoeden.

Ingeval de Internationale Commissie de uitvoering der werken te haren laste zou nemen, zal zij het bedrag der rechten overeenkomend met hare uitgaven door tusschenkomst van den betrokken Oeverstaat innen.

ART. XIX.

De tol-, octrooi- en andere rechten op de koopwaren ingesteld door de Oeverstaten naar aanleiding van het laden of van het lossen in de havens of op de oevers van den Donau zullen geheven worden zonder onderscheid van vlag en op zulke wijze dat de scheepvaart niet belemmerd worde.

De tolrechten zullen niet hooger mogen zijn dan die welke aan de andere tolgrenzen van den betrokken Staat geheven worden op de koopwaren van denzelfden aard, van dezelfde herkomst en met dezelfde bestemming.

ART. XX.

De havens en openbare plaatsen voor het laden en lossen ingericht op het Internationaal riviernet, met hun materieel en hunne instellingen, zullen voor de scheepvaart toegankelijk zijn en gebruikt worden zonder onder-

scheid van vlag, herkomst of bestemming en zonder dat eenige voorrang door de plaatselijke bevoegde overheden kunne worden toegestaan aan een schip ten nadeele van een ander, behalve in buitengewone gevallen waarin het klaarblijkelijk zou zijn dat de oogenblikkelijke behoeften of de belangen van het land eene afwijking vereischen. In deze gevallen zal de voorrang op dergelijke wijze moeten worden toegestaan dat er geen werkelijke hinderpaal ontsta voor de vrije uitoefening der scheepvaart, noch inbreuk gemaakt worde op het beginsel van de gelijkheid der vlaggen.

Dezelfde overheden zullen er voor zorg dragen dat al de verrichtingen noodig voor het verkeer zooals het laden, het lossen, het overslaan in de schepen, het opslaan der waren, het overladen, enz., zoo gemakkelijk en zoo vlug mogelijk geschieden, zoodat de scheepvaart er niet door belemmerd worde.

Voor het gebruik der havens en der openbare ladings- en lossingsplaatsen mogen redelijke en voor alle vlaggen gelijk zijnde rechten en belastingen worden geheven, overeenkomend met de uitgaven voor het aanleggen, het onderhouden en het uitbaten der havens en hunner inrichtingen. De tarieven zullen worden bekend gemaakt en ter kennis der scheepvaarders worden gebracht. Zij zullen slechts toepasselijk zijn in geval van werkelijk gebruik der inrichtingen en van het materieel waarvoor zij werden vastgesteld.

De Oeverstaten zullen de scheepvaartondernemingen niet beletten op hun grondgebied de voor de uitoefening van hun verkeer onontbeerlijke agent-schappen te onderhouden, onder voorbehoud van inachtneming der wetten en reglementen van het land.

ART. XXI.

Ingeval de Oeverstaten besloten zouden hebben vrije havens of vrije zonen in te stellen in de havens waar de overlading noodzakelijkerwijze of gewoonlijk geschiedt, zullen de reglementen betreffende het gebruik van gezegde havens of zonen aan de Internationale Commissie worden medegedeeld.

ART. XXII.

Het vervoer van koopwaren en reizigers tusschen de havens der verschillende Oeverstaten zoowel als tusschen de havens van eenen zelfden Staat is vrij en staat open voor alle vlaggen, in voorwaarden van volkomen gelijkheid, op het geïnternationaliseerde net van den Donau.

Echter zal de instelling van eenen plaatselijken regelmatig vervoerdienst van reizigers en van inlandsche of inlandsch geworden koopwaren tusschen de havens van eenen zelfden Staat door schepen onder vreemde vlag niet kunnen geschieden dan in overeenkomst met de nationale reglementen en in overeenstemming met de overheden van den betrokken Oeverstaat.

ART. XXIII.

De doorvaart van booten, vlotten, reizigers en koopwaren is vrij op het geïnternationaliseerde net van den Donau, hetzij deze doorvaart rechtstreeks of na overlading of na opslaan in een stapelhuis geschiede.

Er zal geen enkel tolrecht of eenig ander bijzonder recht alleenlijk op grond van deze doorvaart mogen geheven worden.

Indien beide oevers van den waterweg deel uitmaken van denzelfden Staat, zullen de goederen in doorvoer onder zegel, onder slot of onder bewaking van tolagenten mogen gesteld worden.

De Staat waardoor de doorvoer geschiedt zal het recht hebben van den kapitein of den schipper eene geschreven verklaring, zoo noodig onder eede afgelegd, te eischen waarbij hij verklaart of hij al dan niet koopwaren vervoert waarvan het verkeer gereglementeerd is of waarvan de invoer verboden is door den Staat over wiens grondgebied de doorvoer geschiedt. De lijst dezer koopwaren zal zoo spoedig mogelijk bij wijze van inlichting aan de Internationale Commissie worden medegedeeld.

De overlegging van het manifest zal door de bevoegde overheden van den Staat over wiens grondgebied de doorvoer geschiedt niet vereischt kunnen worden, dan alleen ingeval de kapitein of de schipper overtuigd werd dat hij heeft trachten te smokkelen of wanneer de tolsloten verbroken werden. Wanneer in deze gevallen ontdekt wordt dat de lading en het manifest verschillen, zal de kapitein of de schipper de vrijheid van doorvoer niet kunnen invoeren om hetzij zijn persoon, hetzij de koopwaren, die hij bedriegelijk heeft willen vervoeren, te vrijwaren tegen de door de tolbedienden ingevolge de wetten van het land tegen hem ingespannen vervolgingen.

Wanneer de waterweg de grens uitmaakt tusschen twee Staten zullen de doorvarende booten, vlotten, reizigers en koopwaren ontheven zijn van alle tolformaliteiten.

ART. XXIV.

De Internationale Commissie zal, aan de hand der voorstellen die haar door de Oeverstaten worden voorgelegd, een scheepvaart- en politiereglement opstellen, dat in de mate van het mogelijke gelijkvormig zal zijn voor het gedeelte van het riviernet dat onder hare bevoegdheid geplaatst is.

Elke Staat zal dit reglement op zijn eigen grondgebied in werking stellen langs welgevenden of bestuurlijken weg en zal belast zijn met zijne toepassing, onder voorbehoud van het recht van toezicht aan de Internationale Commissie door artikelen XXVII tot XXX toegekend.

Voor de gedeelten van den stroom die de grens uitmaken zal de uitvoering van dit scheepvaart- en politiereglement onder hetzelfde voorbehoud verzekerd worden bij overeenkomst tusschen de Oeverstaten en bij gebrek aan overeenkomst door elken Oeverstaat binnen de grenzen zijner soevereiniteit.

ART. XXV.

De uitoefening der algemeene politie op het geïnternationaliseerde riviernet behoort toe aan de Oeverstaten, die er de reglementen van mededeelen aan de Internationale Commissie om het haar mogelijk te maken vast te stellen dat hunne beschikkingen geen inbreuk maken op de vrijheid van scheepvaart.

ART. XXVI.

Alle schepen, die door de Oeverstaten uitsluitend voor den dienst der rivierpolitie gebruikt worden, zullen naast hunne nationale vlag een eenvormig onderscheidingsteeken moeten voeren. Hun naam, signalement en nummer zullen ter kennis van de Internationale Commissie worden gebracht.

ART. XXVII.

Met het oog op de vervulling der haar door de beschikkingen van dit statuut toevertrouwde taak, zal de Internationale Commissie alle bestuurlijke, technische, gezondheids- en financieele diensten instellen die zij noodig zal achten. Zij zal er het personeel van benoemen en betalen en zijne bevoegdheden bepalen.

De Commissie zal inzonderheid bij haren hoofdzetel kunnen inrichten :

1^o Een bestendig Algemeen Secretariaat, waarvan het hoofd zal gekozen worden tusschen de onderhoorigen van eenen niet tot de Oeverstaten behoorenden Staat die in de Commissie vertegenwoordigd is.

2^o Een Technischen Dienst, waarvan het hoofd zal benoemd worden bij de volgens het statuut bepaalde meerderheid van stemmen, indien hij een onderhoorige is van eenen niet tot de Oeverstaten behoorenden Staat die al of niet bij de Commissie vertegenwoordigd is, en bij algemeene stemmen indien hij een onderhoorige is van eenen Oeverstaat van den Donau.

3^o Een Dienst der Scheepvaart, waarvan het hoofd zal gekozen worden tusschen de onderhoorigen van eenen niet bij de Commissie vertegenwoordigden Europeeschen Staat.

4^o Een Dienst van algemeene boekhouding en van toezicht op de inning der rechten, waarvan het hoofd gekozen zal worden tusschen de onderhoorigen van eenen Oeverstaat of van eenen al of niet bij de Commissie vertegenwoordigden Staat die niet tot de Oeverstaten behoort.

Deze diensthoofden zullen worden bijgestaan door ambtenaren bij voorkeur en zooveel mogelijk in gelijk getal gekozen tusschen de onderdanen der Oeverstaten. Dit personeel is internationaal; het wordt benoemd en betaald door de Commissie en zal alleen door haar kunnen ontslagen worden.

ART. XXVIII.

Elke Oeverstaat zal, voor zooveel hem betreft, geschikte agenten aanwijzen belast binnen zijne grenzen de medewerking hunner bevoegdheid en hunner goede diensten te verleenen aan de hogere agenten der Internationale Commissie en hun de uitoefening hunner zending te vergemakkelijken.

ART. XXIX.

De Oeverstaten zullen aan de ambtenaren der Commissie alle noodige faciliteiten verschaffen om hun ambt uit te oefenen. Deze ambtenaren, voorzien van het brevet der Commissie dat hunne hoedanigheid vaststelt, zullen

namelijk het recht hebben op den stroom en in de havens en de openbare lossingsplaatsen vrij te verkeerem; de plaatselijke overheden van elken Oeverstaat zullen hun hulp en bijstand verleenen voor het vervullen hunner zending. De politic- en douaneformaliteiten waaraan zij zich zouden moeten onderwerpen zullen te hunnen opzichte op zoodanige wijze vervuld worden dat de uitoefening van hun ambt er niet door belemmerd worde.

Art. XXX.

De behoorlijk bevoegde ambtenaren der Commissie zullen elke overtreding van het scheepvaart- en politiereglement ter kennis der bevoegde plaatselijke overheden brengen, die verplicht zullen zijn de noodige straffen toe te passen en aan de Commissie te laten weten welk gevolg gegeven werd aan de bij hen ingediende klacht.

Elke Oeverstaat zal aan de Commissie de rechtsmachten aanwijzen die belast zullen zijn in eersten aanleg en in beroep kennis te nemen van de in voorgaande alinea vermelde overtredingen. Indien noodig zal de ambtenaar der Commissie die de overtreding heeft kenbaar gemaakt, gehoord worden door deze rechtsmachten, wier zetel zoo dicht mogelijk bij den stroom zal moeten gevestigd zijn.

Art. XXXI.

In rechtsvorderingen betreffende de scheepvaart op den Donau, bij eene rechtbank van eenen Oeverstaat aanhangig gemaakt, zal van vreemdelingen geenen borgtocht *judicatum solvi* mogen geëischt worden wegens hunne nationaliteit of wegens het feit dat zij geene woon- of verblijfplaats hebben in het land waar de rechtbank gevestigd is of dat zij er geene goederen bezitten.

De kapitein of de schipper zal niet verhinderd mogen worden zijne reis voort te zetten wegens een tegen hem ingespannen proces, zoodra hij den borgtocht door den rechter geveigd voor het onderwerp der verhandeling, zal verstrekt hebben.

Art. XXXII.

Ten einde de voorwaarden der scheepvaart in stand te houden en te verbeteren in den sector van den Donau begrepen tusschen Turnu-Severin en Moldova, gezegd van de Yzeren Poorten en van de Watervallen, zullen er, bij onderling overleg tusschen de beide betrokken Oeverstaten en de Internationale Commissie, bijzondere technische en bestuurlijke diensten worden opgericht die hun hoofdzetel te Orsova zullen hebben, onverminderd de hulpdiensten die desnoods ingericht zouden kunnen worden op andere punten van den sector. Met uitzondering der loodsen, die zullen kunnen gekozen worden onder de onderhoorigen van al de naties, zal het personeel dezer diensten verstrekt en benoemd worden door de beide betrokken Oeverstaten; het zal bestuurd worden door de diensthoofden aangewezen door dezelfde Staten en aangesteld door de Internationale Commissie.

ART. XXXIII.

De Commissie zal, op voorstel der in voorgaand artikel voorziene diensten, beslissen over de maatregelen die nuttig zouden zijn voor het onderhoud en de verbetering der bevaarbaarheid en het beheer van den sector, alsmede over de rechten of eventueel over alle andere hulpmiddelen bestemd om in de daartoe noodige uitgaven te voorzien, zonder dat daaruit eenige verplichting tot financieele medewerking van wege de vertegenwoordigde Regeeringen kunne voortvloeien.

Zij zal door een bijzonder reglement de werking der diensten, de wijze van inning der rechten en de betaling van het personeel, bepalen.

Zij zal de in artikel 288 van het Verdrag van Trianon voorziene uitrustingen, gebouwen en inrichtingen ter beschikking dezer diensten stellen.

Wanneer de natuurlijke moeilijkheden, die de instelling van dit bijzonder regime noodzakelijk gemaakt hebben, verdwenen zullen zijn, zal de Commissie tot de afschaffing van gezegd regime kunnen besluiten en de sector opnieuw onder de toepassing stellen der beschikkingen die, wat de werken en de rechten betreft, de andere gedeelten van den stroom regeeren die de grens tussehen twee Staten uitmaken.

ART. XXXIV.

De Commissie zal, indien zij het nuttig acht, dergelijk bestuurlijk regime kunnen toepassen op de andere gedeelten van den Donau of van zijn riviernet die voor de scheepvaart dezelfde natuurlijke moeilijkheden zouden opleveren en zal gezegd regime kunnen afschaffen in de voorwaarden voorzien in voorgaand artikel.

ART. XXXV.

De Internationale Commissie bepaalt zelf de volgorde harer werkzaamheden in een in algemeene zitting vastgesteld reglement. Op het oogenblik dat hare jaarlijksche begroting opgemaakt wordt, bepaalt zij de hulpmiddelen die noodig zijn voor het dekken der algemeene onkosten van haar beheer. Zij stelt het aantal en de plaats harer gewone periodieke en harer buitengewone zittingen vast en benoemt een Bestendig Uitvoerend Komiteit, samengesteld uit Afgevaardigden verblijvend in de plaats waar de zetel gevestigd is of uit hunne plaatsvervangers en belast te waken over de uitvoering der beslissingen genomen in *Plenum* zoowel als over den goeden gang der diensten.

Het voorzitterschap der Commissie wordt vervuld gedurende eene tijdruimte van zes maanden door elke afvaardiging en bij afwisseling volgens de alphabetische orde der vertegenwoordigde Staten.

De Commissie kan slechts geldig beraadslagen wanneer de twee derden harer leden aanwezig zijn.

De besluiten worden genomen bij meerderheid van de twee derden der aanwezige leden.

ART. XXXVI.

De wettige zetel der Internationale Commissie is gevestigd te Bratislava voor een termijn van vijf jaar te rekenen van den dag van het in werking treden dezer Overeenkomst.

Na verloop van dien termijn zal de Commissie het recht hebben haren zetel voor eene nieuwe periode van vijf jaar te verplaatsen naar eene andere op den Donau gelegen stad, volgens eene geregelde afwisseling door haar zelf te bepalen.

ART. XXXVII.

De Internationale Commissie geniet, zoowel voor hare inrichtingen als voor den persoon harer Afgevaardigden, de voordeelen en de onschendbaarheid, die zoowel in vredes- als in oorlogstijd aan de geaccrediteerde diplomatieke agenten toegekend worden.

Zij heeft het recht op hare gebouwen en huizen eene vlag, waarvan zij zelf den vorm en de kleuren bepaalt, te hijschen.

ART. XXXVIII.

Elke vraag betreffende de uitlegging of de toepassing dezer Overeenkomst zal bij de Commissie aanhangig worden gemaakt.

Elke Staat, die bij machte zou zijn tegen eene beslissing der Internationale Commissie redenen gegrond op onbevoegdheid of op schending dezer Overeenkomst, in te roepen, zal gezegde redenen binnen een termijn van zes maanden aanhangig kunnen maken bij de door den Volkenbond ingerichte bijzondere rechtsmacht. Voor elke andere reden zou het verzoek met het oog op de regeling van een geschil slechts gedaan kunnen worden door den Staat of de Staten die territoriaal bij de zaak betrokken zijn.

Ingeval een Staat zou weigeren zich te schikken naar eene beslissing door de Commissie genomen krachtens de macht, die haar door deze Overeenkomst wordt toegekend, zal het geschil bij de in alinea 2 vermelde hogere rechtsmacht aanhangig kunnen worden gemaakt, in de voorwaarden voorzien door het statuut van gezegde rechtsmacht.

IV. Algemeene Beschikkingen.

ART. XXXIX.

De Internationale Donaucommissie en de Europeesche Donaucommissie zullen alle noodige beschikkingen nemen om, in de mate waarin het mogelijk en nuttig zal zijn, de eenvormigheid van het regime van den Donau te verzekeren.

Zij zullen te dien einde regelmatig alle inlichtingen, documenten, processen-verbaal, studiën en ontwerpen uitwisselen, die voor de eene en de andere der beide Commissies van belang kunnen zijn. Zij zullen bij onderling overleg zekere gelijke regelen betreffende de scheepvaart en de politie van den stroom kunnen vaststellen.

ART. XL.

De Staten, die deze Overeenkomst onderteekenen, zullen trachten op burgerlijk en commercieel gebied en met het oog op de gezondheid van menschen en dieren door afzonderlijke overeenkomsten eenvormige regels betreffende de uitoefening der scheepvaart en het contract van vervoer, vast te stellen.

ART. XLI.

Al de verdragen, overeenkomsten, akten en schikkingen betreffende het regime van de geïnternationaliseerde stroomen in het algemeen en van den Donau en zijne mondingen in het bijzonder, in werking op het oogenblik der onderteekening van deze Overeenkomst, zullen in stand worden gehouden wat betreft al hunne beschikkingen die niet door de voorafgaande bepalingen worden afgeschaft of gewijzigd.

ART. XLII.

Na verloop van eene tijdruimte van vijf jaar te rekenen van het in werking treden van dit statuut, zal dit laatste kunnen herzien worden wanneer de twee derden der onderteekenende Staten het vragen, onder opgave der beschikkingen die hun voor herziening schijnen vatbaar te zijn. Dit verzoek zal tot de Regeering der Fransche Republiek gericht moeten worden; deze zal binnen de zes maanden het bijeenkomen eener Conferentie moeten uitlokken, waartoe al de Staten die deze Overeenkomst onderteekenen, zullen worden uitgenoodigd.

V. — Overgangsbeschikking.

ART. XLIII.

De bepalingen dezer Overeenkomst moeten in dezen zin begrepen worden dat zij geenszins inbreuk maken op de beschikkingen der Vredesverdragen zooals deze voortvloeien uit artikels 327 (alineá 3), 332 (alineá 2) en 378 van het Verdrag van Versailles en de overeenkomende artikels der Verdragen van Sint-Germain, Neuilly en Trianon.

ART. XLIV.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen zullen te Parijs worden neergelegd binnen den kortst mogelijken tijd, en ten laatste vóór 31 Maart 1922.

Zij zal in werking treden drie maanden na de sluiting van het proces-verbaal van neerlegging der bekrachtigingen.

TER OORKONDE WAARVAN de bovengenoemde Gevolmachtigden deze Overeenkomst, opgesteld in een enkel exemplaar, dat neergelegd zal worden

in het archief der Regeering van de Fransche Republiek en waarvan een oorspronkelijk afschrift aan elk der onderteekenende Mogendheden zal overhandigd worden, geteekend hebben.

Gedaan te Parijs den 23^e Juli 1921.

(L. S.) J. BRUNET.

(L. S.) A. LEGRAND.

(L. S.) John BALDWIN.

(L. S.) A. ANDRÉADÈS.

(L. S.) VANNUTELLI REY.

(L. S.) Const. CONTZESCO.

(L. S.) M. G. RISTITCH.

(L. S.) Ing. BOHUSLAV MULLER.

(L. S.) SEELIGER.

(L. S.) D^r ONDRACZEK.

(L. S.) George LAZAROFF.

(L. S.) E. DE MIKLOS.



EINDPROTOCOL.

Bij het overgaan tot de onderteekening der Akte waarbij het definitief Statuut van den Donau wordt vastgesteld en ten einde er de betrekkenis nauwkeurig van te bepalen zijn de ondergeteekende Gevolmachtigden overeengekomen aangaande wat volgt :

Ad. ART. II.

Wat betreft het gedeelte van de Tisza gelegen tusschen de monding van den Szamos en Tisza-Ujlak, zal het regime van dit Statuut op gezegd gedeelte worden toegepast zoodra het als bevaarbaar zal erkend worden door de Internationale Donaucommissie.

Ad. ART. XIX.

De beschikking van de tweede alinea van Artikel XIX verhindert de Oeverstaten niet eventueel het voordeel der afwijkingen te vragen die zouden worden toegestaan door de Algemeene Overeenkomst voorzien in artikel 338 van het Verdrag van Versailles en in de overeenkomende artikelen der andere Vredesverdragen.

Ad. ART. XXII.

a) Door het verkeer waarvan sprake in alinea 2 van artikel XXII moet worden verstaan elke openbare dienst van vervoer van reizigers of koopwaren ingericht door eene vreemde vlag tusschen de havens van eenen enkelen en zelfden Staat, wanneer deze uitbating geschiedt in voorwaarden van regelmatigheid, van onafgebrokenheid en van intensiteit die eenen ongunstigen invloed zouden kunnen hebben, in dezelfde mate als de eigenlijke regelmatige lijnen, op de nationale belangen van den Staat waarin zij plaats heeft.

b) Men is het er over eens dat de beschikkingen van artikel XXII in geenen deele den toestand wijzigen die thans voortvloeit uit artikel 332 van het Verdrag van Versailles en uit de overeenkomende beschikkingen van de andere Vredesverdragen, zoowel wat betreft de betrekkingen tusschen de geallieerde Staten aan den eenen kant en Duitschland, Oostenrijk, Bulgarije en Hongarije aan den anderen kant, als wat betreft de onderlinge betrekkingen tusschen deze laatste Staten, voor den ganschen duur der termijnen gedurende welke deze toestand, in uitvoering van artikel 378 van het Verdrag van Versailles en van de overeenkomende artikelen der andere Vredesverdragen, gehandhaafd zal worden.

Na afloop dezer termijnen zullen de beschikkingen van artikel XXII zonder uitzondering op al de Staten toepasselijk worden.

Ad. ART. XXIII.

De Staat, over wiens grondgebied de doorvoer plaats heeft, zal het recht niet hebben den doorvoer te verbieden der koopwaren vermeld in de vierde alinea van artikel XXIII, noch dien van personen of dieren, behalve in de gevallen

voorzien door de wetten betreffende de gezondheid van menschen en dieren van het land, over wiens grondgebied de doorvoer plaats heeft, of door desbetreffende internationale overeenkomsten.

Ad. ART. XXXI.

Artikel XXXI moet in dien zin begrepen worden dat vreemdelingen niet in gunstiger voorwaarden zullen kunnen gesteld worden dan zulks voor de onderhoorigen van het land zelf geschiedt.

Ad. ART. XLII.

Ingeval tot de afschaffing der Europeesche Commissie besloten zou worden vóór het verstrijken van den termijn van vijf jaar voorzien bij artikel XLII, zullen de Regeeringen die deze Overeenkomst onderteevend hebben, overeenkomen omtrent de voorwaarden van herziening van dit statuut.

Ad. ART. XLIV.

Alinea 1 van artikel XLIV moet in dien zin verstaan worden dat zij geenszins inbreuk maakt op de beschikkingen van artikel 349 van het Verdrag van Versailles en van de overeenkomende artikelen der andere Vredesverdragen.

TER OORKONDE WAARVAN de ondergeteekenden dit Protocol, dat dezelfde kracht en denzelfden duur zal hebben als de Overeenkomst waarop het betrekking heeft, opgemaakt hebben.

Gedaan te Parijs, den 25ⁿ Juli 1921.

J. BRUNET.

A. LEGRAND.

John BALDWIN.

A. ANDRÉADÈS.

VANNUTELLI REY.

CONST. CONTZESCO.

M. G. RISTITCH.

Ing. BOHUSLAV MULLER.

SEELIGER.

D^r ONDRACZEK.

George LAZAROFF.

E. DE MIKLOS.

Eensluidend verklaard afschrift :

Voor den Minister-President,

Minister van Buitenlandsche Zaken,

De gevolmachtigde Minister Hoofd van den Dienst van het Protocol,

P. DE FOUQUIÈRE.